



PAGE 5: COORDONNÉES

Q1: Pays ou territoire douanier	CÔTE D'IVOIRE
Q2: Coordonnées	
Nom	TOURE WAOTI SEYDOU
Titre	Directeur de la Coopération Internationale et Sous régionale
Ministère	Commerce
Adresse électronique	watist@yahoo.fr

PAGE 7: SECTION 1 : PRIORITÉS DE VOTRE GOUVERNEMENT EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q3: Votre stratégie de développement nationale comporte-t-elle des priorités commerciales (c'est-à-dire des priorités en matière d'Aide pour le commerce)?	Oui
---	-----

PAGE 8: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q4: Dans l'affirmative, veuillez indiquer vos priorités en matière d'Aide pour le commerce: Les domaines prioritaires les plus courants groupés par grande catégorie d'Aide pour le commerce sont indiqués ci-après. Veuillez classer par ordre d'importance les 5 principaux domaines prioritaires parmi ceux énumérés. (La colonne 1 correspondant au domaine le plus important).

Facilitation des échanges	2
Infrastructure de réseau (électricité, eau, télécommunications)	4
Infrastructure de transport (aéroports, routes, chemins de fer, ports)	3
Diversification des exportations	1
Développement des services	5
Veuillez indiquer une référence ou un lien pour le(s) document(s) sur lequel (lesquels) s'appuie votre réponse.	Document du Plan National de Développement Document de Stratégie Nationale d'Exportation Programme National d'Investissement Agricole

PAGE 9: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q5: Vos priorités en matière d'Aide pour le commerce ont-elles changé depuis 2014? Non

PAGE 10: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q6: Dans l'affirmative, veuillez indiquer les trois principales causes de ces changements.(Vous pouvez choisir jusqu'à trois options) *Respondent skipped this question*

Q7: Ces changements ont-ils été pris en compte dans votre dialogue avec les partenaires de développement? *Respondent skipped this question*

PAGE 11: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q8: Selon vous, l'Aide pour le commerce peut-elle contribuer à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030? Oui

PAGE 12: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q9: Dans l'affirmative, veuillez indiquer les Objectifs de développement durable (ODD) que l'Aide pour le commerce peut, selon vous, contribuer à réaliser.Objectifs de développement durable:

3. Bonne santé et bien-être , 4. Éducation de qualité, 5. Égalité entre les sexes , 6. Eau propre et assainissement , 7. Énergie propre et d'un coût abordable , 8. Travail décent et croissance économique , 9. Industrie, innovation et infrastructure , 10. Inégalités réduites, 11. Villes et communautés durables , 12. Consommation et production responsables , 13. Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques , 14. Vie aquatique, 15. Vie terrestre, 16. Paix, justice et institutions efficaces , 17. Partenariats pour la réalisation des objectifs ,

Renseignements complémentaires sur la contribution que l'Aide pour le commerce peut apporter à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).
RIEN A SIGNALER

PAGE 13: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q10: Selon vous, l'Aide pour le commerce peut-elle contribuer à l'autonomisation économique des femmes?

Oui,

Renseignements complémentaires sur la manière dont l'Aide pour le commerce peut contribuer à l'autonomisation économique des femmes.
Existence d'un Ministère de la femme chargé de promouvoir le genre et la contribution des femmes à la croissance économique

Q11: Avez vous participé à l'évaluation du soutien que vous recevez au titre de l'Aide pour le commerce?

Oui,

Renseignements complémentaires sur votre participation à l'évaluation du soutien apporté au titre de l'Aide pour le commerce. (Veuillez fournir des renseignements sur les conclusions de l'évaluation et/ou un lien hypertexte vers le document d'évaluation.)
Rapport de l'atelier préparatoire des examens de l'aide
Rapport de la participation de la Côte d'Ivoire aux différents examens de l'Aide Rapport 2012 de l'examen de politique commerciale

PAGE 15: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q12: La facilitation des échanges est-elle une priorité dans votre politique de développement nationale ou régionale?(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Oui, dans la politique de développement nationale avec une conception plus large de la facilitation des échanges (par exemple facilitation des échanges et des transports)

,

Renseignements complémentaires sur la question de savoir si la facilitation des échanges est une priorité dans votre politique de développement nationale ou régionale.
Ratification de l'accord Notification de la catégorie A
Création par décret du Comité National de Facilitation des échanges, Projet Transit Inter Etat

PAGE 16: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q13: Dans l'affirmative, dans quel(s) document(s) d'orientation la facilitation des échanges est elle considérée comme une priorité:(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Stratégie de développement nationale,
 Stratégie commerciale nationale,
 Stratégie(s) sectorielle(s) nationale(s),
 Stratégie nationale de développement des infrastructures
 ,
 Accord(s) commercial (commerciaux) régional (régionaux)
 ,
 Stratégie de développement régionale,
 Stratégie régionale relative aux corridors de transport
 ,
 Stratégie régionale de développement des infrastructures
 ,
 Renseignements complémentaires sur le(s) document(s) d'orientation dans lesquels la facilitation des échanges est considérée comme une priorité.
 Protocole de transit Inter Etat de l'UEMOA, de la CEDEAO

PAGE 17: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q14: Dans la négative, votre gouvernement envisage t il d'intégrer la facilitation des échanges en tant que priorité dans un ou plusieurs futur(s) document(s) de planification?(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Respondent skipped this question

PAGE 18: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q15: Veuillez indiquer l'état d'avancement des travaux relatifs à la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges.(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Instrument d'acceptation du Protocole d'amendement ("ratification de l'Accord sur la facilitation des échanges") déposé

Q16: Envisagez vous d'utiliser les flexibilités prévues à la section II de l'AFE?

Oui

PAGE 19: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q17: Dans l'affirmative, veuillez préciser en cochant la ou les case(s) correspondante(s) ci-dessous. (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Engagements de la catégorie A déposés,
Engagements de la catégorie B en cours d'élaboration
,
Engagements de la catégorie C en cours d'élaboration

PAGE 20: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q18: Pour la mise en œuvre de quelles disciplines de l'Accord sur la facilitation des échanges souhaitez-vous obtenir un soutien au titre de l'Aide pour le commerce? (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Article premier: Publication et disponibilité des renseignements
,
Article 3: Décisions anticipées,
Article 8: Coopération entre les organismes présents aux frontières
,
Article 10: Formalités se rapportant à l'importation, à l'exportation et au transit
,
Article 11: Liberté de transit,
Article 12: Coopération douanière

PAGE 21: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q19: Are you engaged in a dialogue with development partners on your Trade Facilitation Agreement implementation needs?

Oui

PAGE 22: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q20: Dans l'affirmative, veuillez préciser avec quel(s) partenaire(s) de développement vous êtes en train d'examiner la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges.

États Unis, Groupe de la Banque mondiale ,
Organisation mondiale des douanes ,
Renseignements complémentaires sur les partenaires de développement avec lesquels vous êtes en train d'examiner la mise en oeuvre de l'AFE. Appui de l'USAID en cours Fonds de l'UEMOA pour appuyer le Comité National de Facilitation des Echanges

PAGE 23: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q21: Dans la négative, quelles difficultés rencontrez-vous, le cas échéant, pour obtenir un soutien au titre de l'Aide pour le commerce pour la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges? (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Respondent skipped this question

PAGE 24: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q22: Y-a t-il un projet ou un programme de facilitation des échanges au titre de l'Aide pour le commerce qui vous aimeriez présenter comme exemple de meilleure pratique?

Respondent skipped this question

PAGE 26: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q23: Votre gouvernement a-t-il une stratégie nationale pour le commerce électronique?

Oui

PAGE 27: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q24: Dans l'affirmative, veuillez indiquer de quel type de stratégie il s'agit:(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Développement des technologies de l'information et de la communication (TIC)
 ,
 Développement de la bande large,
 Développement du commerce électronique,
 Administration publique en ligne,
 Stratégie concernant les télécommunications,
 Autre stratégie numérique (veuillez préciser, par exemple activités commerciales, apprentissage en ligne, système de santé par voie électronique, etc.)

Q25: Dans l'affirmative, cette stratégie nationale est elle reflétée dans votre stratégie de développement nationale?(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Oui

PAGE 28: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q26: Dans la négative, votre gouvernement envisage-t-il de développer ou de mettre à jour votre stratégie de développement nationale, de manière à inclure les priorités relatives au commerce électronique?

Respondent skipped this question

Q27: Dans la négative, envisagez-vous d'élaborer une stratégie relative au commerce électronique distincte?

Respondent skipped this question

PAGE 29: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q28: Avez-vous un ou plusieurs mécanisme(s) pour coordonner votre stratégie nationale en matière de commerce électronique (ou une autre stratégie relative au numérique) dans l'ensemble de l'administration de votre pays?

Coordination assurée par le ministère responsable des TIC

Renseignements complémentaires sur le(s) mécanisme(s) utilisé(s) pour coordonner votre stratégie nationale en matière de commerce électronique (ou une autre stratégie relative au numérique) dans l'ensemble de l'administration de votre pays.

Coordination du Ministère en charge des TIC avec l'Appui du secteur privé et l'Autorité de régulation des télécommunications

Q29: Votre stratégie nationale relative au commerce électronique englobe-t-elle les questions liées aux échanges de marchandises et/ou de services effectués dans le cadre de ce type de commerce?

Oui

PAGE 30: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q30: Dans l'affirmative, veuillez indiquer quelles questions sont incluses dans votre stratégie nationale. (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Accès aux plates formes en ligne ,

Transactions entre entreprises et consommateurs ,

Transactions entre entreprises ,

Transactions entre consommateurs ,

Questions de paiement, Infrastructure ,

Systèmes de livraison , Systèmes de point de vente ,

Automatisation des procédures douanières ,

Renseignements complémentaires sur les questions incluses dans votre stratégie nationale.

Plusieurs programmes ou instruments ont été développés à cet effet: - Réseau National d'Information Commerciale - Sites de Vente en ligne - Guichet Unique du commerce extérieur - Mécanisme d'Alerte aux Obstacles au Commerce

PAGE 31: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q31: Pour les EXPORTATIONS, Quelles difficultés vos micro, petites et moyennes entreprises (MPME) rencontrent elles en ce qui concerne les opérations commerciales transfrontières par voie électronique? (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Infaisabilité de la certification électronique ,
 Délivrance et acceptation des certificats d'origine ,
 Frais d'expédition élevés ,
 Délivrance et acceptation des certificats sanitaires et phytosanitaires
 ,
 Délivrance et acceptation des certificats d'évaluation de la conformité
 ,
 Paiement des droits de douane ,
 Non acceptation des certificats d'origine ,
 Paiement de la taxe sur les ventes ou des autres impositions
 ,
 Détermination du montant de la taxe sur les ventes ou des autres impositions
 ,
 Systèmes de paiement en ligne,
 Accès aux services de paiement de tierces personnes
 ,
 Restrictions bancaires au transfert de devises ,
 Fraude en ligne,
 Absence de seuil de minimis aux fins du traitement douanier

Q32: Pour les IMPORTATIONS, quelles difficultés vos micro, petites et moyennes entreprises (MPME) rencontrent elles en ce qui concerne les opérations commerciales transfrontières par voie électronique? (You may tick more than 1 box)

Paiement des droits de douane ,
 Non acceptation des certificats d'origine ,
 Détermination du montant de la taxe sur les ventes ou des autres impositions
 ,
 Systèmes de paiement en ligne,
 Accès aux services de paiement de tierces personnes
 ,
 Restrictions bancaires au transfert de devises ,
 Fraude en ligne,
 Absence de seuil de minimis aux fins du traitement douanier

Q33: Veuillez estimer le pourcentage de marchandises et de services que votre pays exporte et importe au niveau international au moyen du commerce électronique/par voie numérique et la croissance des importations et exportations effectuées via le commerce électronique/par voie numérique au cours des trois dernières années.

% de marchandises exportées au moyen du commerce électronique	41-50%
% de services exportés au moyen du commerce électronique	41-50%
Croissance des importations effectuées au moyen du commerce électronique au cours des 3 dernières années	41-50%
Croissance des exportations effectuées au moyen du commerce électronique au cours des 3 dernières années	41-50%

PAGE 33: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q34: Pour les EXPORTATIONS, quelles difficultés l'achat en ligne de marchandises (commerce électronique) présente t il pour vos autorités douanières et autres autorités de gestion des frontières?(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Recouvrement des taxes à l'exportation,
Traitement des marchandises retournées

Q35: Pour les IMPORTATIONS, quelles difficultés l'achat en ligne de marchandises (commerce électronique) présente t il pour vos autorités douanières et autres autorités de gestion des frontières?Vous pouvez cocher plusieurs cases

Application des procédures douanières de gestion des risques
,
Traitement des marchandises retournées

PAGE 34: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q36: Veuillez indiquer comment les consommateurs et les entreprises se connectent à Internet.

Wifi	71-80%
Téléphone mobile	61-70%

Q37: Veuillez indiquer les principaux problèmes que les entreprises et les consommateurs de votre pays rencontrent pour accéder aux services d'Internet et les utiliser.(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Protection des données, Signatures électroniques,
Paiements par carte de crédit, Régimes fiscaux,
Fraude en ligne,
Coût de l'abonnement à la téléphonie mobile,
Coût de l'abonnement pour une connexion à haut débit

Q38: Des solutions de paiement électronique sont elles disponibles dans votre pays?(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Yes, banque en ligne,
 Yes, services mobiles de transfert d'argent ,
 Yes, administration publique en ligne,
 Yes, carte de crédit ou de débit

PAGE 35: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q39: Dans l'affirmative, veuillez estimer le pourcentage de transactions payées par voie électronique dans votre pays (au moyen des services de banque en ligne, des services mobiles de transfert d'argent ou de l'administration publique en ligne).

81-90%

PAGE 36: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q40: Dans la négative, veuillez indiquer ce qui empêche l'utilisation des services de banque en ligne, des services mobiles de transfert d'argent ou de l'administration publique en ligne.(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Respondent skipped this question

PAGE 37: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q41: Dans votre pays, les consommateurs utilisent-ils les téléphones mobiles pour les envois ou les transferts de fonds?

Oui, seulement pour les envois et transferts de fonds nationaux

PAGE 38: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q42: Veuillez indiquer quels services d'administration publique en ligne sont disponibles dans votre pays. (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Téléchargement de formulaires (de demande et autres)
 ,
 Envoi de formulaires (de demande et autres) par voie électronique

PAGE 39: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q43: Y a-t-il des programmes sur les technologies de l'information et de la communication à l'intention des étudiants, des travailleurs et des micro, petites et moyennes entreprises (MPME)?

Oui,

Renseignements complémentaires sur la question de savoir si des programmes sur les TIC sont proposés aux étudiants, employés et MPME.
Ouverture de plusieurs écoles de formation
Programme du Gouvernement "un citoyen, un ordinateur"

Q44: Y a-t-il un projet ou un programme d'aide au commerce électronique que vous aimeriez présenter comme exemple de meilleure pratique?

Non

PAGE 40: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q45: Prévoyez vous un besoin d'assistance dans le futur pour atteindre vos objectifs stratégiques en matière de commerce électronique?

Oui

PAGE 41: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q46: Dans l'affirmative, veuillez indiquer avec qui vous aimeriez collaborer pour obtenir ce soutien.(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Donateurs bilatéraux,

Donateurs multilatéraux et régionaux ,

Partenaires Sud Sud,

Fondations privées/programmes de responsabilité sociale des entreprises

,

Secteur privé

PAGE 42: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q47: Selon vous, le développement du commerce électronique peut-il contribuer à l'autonomisation économique des femmes?

Oui,

Renseignements complémentaires sur la question de savoir si le développement du commerce électronique peut contribuer à l'autonomisation économique des femmes.

Mise en place d'un Ministère en charge de la promotion du genre

PAGE 44: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES ET INVESTISSEMENT

Q48: Votre stratégie de développement nationale comporte-t-elle des priorités liées au développement des infrastructures commerciales?

Oui

PAGE 45: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES ET INVESTISSEMENT

Q49: Dans l'affirmative, veuillez indiquer quels secteurs constituent des priorités dans votre stratégie de développement nationale pour ce qui est des infrastructures commerciales. (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Infrastructure de transport maritime ,

Infrastructure de transport par les voies navigables intérieures

,

Infrastructure de transport aérien ,

Infrastructure de transport ferroviaire ,

Infrastructure de transport routier ,

Infrastructure auxiliaire de tous les modes de transport: manutention des marchandises, entreposage et/ou magasin

,

Infrastructure de télécommunication ,

Infrastructure auxiliaire des services audiovisuels (radio, télévision, films cinématographiques)

,

Infrastructure du réseau câblé ,

Infrastructure de distribution d'énergie ,

Infrastructure de transport d'énergie (conduites pour le transport du pétrole, du gaz naturel, etc.)

,

Autre (veuillez préciser) ,

Renseignements complémentaires sur les secteurs de services qui sont prioritaires dans votre stratégie de développement nationale:

Infrastructure industrielle

PAGE 46: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES ET INVESTISSEMENT

Q50: Votre stratégie de développement nationale établit-elle un lien entre l'infrastructure commerciale et le développement des secteurs de services connexes?

Oui

PAGE 47: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q51: Dans l'affirmative, veuillez indiquer quels secteurs de services sont considérés comme prioritaires dans votre stratégie de développement nationale. (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

SERVICES PROFESSIONNELS,
 SERVICES INFORMATIQUES ET SERVICES CONNEXES (par exemple services en matière d'installation des matériels informatiques, services de traitement de données et services de bases de données)
 ,
 SERVICES DE RECHERCHE DÉVELOPPEMENT,
 Services postaux,
 Services de courriers et de livraison exprès ,
 Services de télécommunication,
 Services d'enseignement primaire ,
 SERVICES ENVIRONNEMENTAUX,
 SERVICES FINANCIERS,
 SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX ,
 SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES
 ,
 Services de transport aérien,
 Services de transport par conduites ,
 Services de transports routiers,
 Services de transports ferroviaires

PAGE 48: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q52: Votre stratégie de développement nationale (ou d'autres documents relatifs à votre politique économique nationale) établit-elle un lien entre la croissance de la capacité et du commerce dans le secteur des services et la croissance de la capacité et des exportations dans le secteur industriel?

Oui

PAGE 49: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q53: Dans l'affirmative, veuillez indiquer les secteurs de services susceptibles de contribuer à la croissance de la capacité industrielle et du secteur manufacturier. (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Services comptables, d'audit et de tenue de livres ,

Services d'ingénierie ,

SERVICES INFORMATIQUES ET SERVICES CONNEXES (par exemple services en matière d'installation des matériels informatiques, services de traitement de données et services de bases de données)

,

SERVICES DE RECHERCHE DÉVELOPPEMENT ,

AUTRES SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES

,

Services postaux,

Services de courriers et de livraison exprès ,

Services de télécommunication,

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX,

SERVICES FINANCIERS,

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX ,

Services de transport maritime,

Services de transport aérien,

Services de transports ferroviaires,

Services de transports routiers

Q54: Quels sont les secteurs de services dont la croissance est la plus rapide dans votre pays?(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

SERVICES INFORMATIQUES ET SERVICES CONNEXES (par exemple services en matière d'installation des matériels informatiques, services de traitement de données et services de bases de données)

,

SERVICES DE COMMUNICATION,

SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGÉNIERIE CONNEXES

,

Services d'enseignement secondaire,

Services d'enseignement supérieur,

SERVICES FINANCIERS,

Services d'hôtellerie et de restauration (y compris les services de traiteur)

,

Services de transport maritime,

Services de transport aérien,

Services de transports ferroviaires,

Services de transport par conduites

PAGE 51: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q55: Quels sont les principaux facteurs qui entravent la croissance de votre "capacité nationale de fournir des services?Facteurs qui entravent la croissance :(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Absence de cadre politique national concernant les services

,

Accès au financement,

Concurrence des fournisseurs du secteur informel,

Coût des services rendus,

Infrastructures de transport inadaptées (transport maritime, aérien, ferroviaire, routier et par les voies navigables intérieures)

,

Accès restreint aux marchés d'exportation,

Monopoles nationaux,

Manque de reconnaissance des qualifications professionnelles au niveau international

,

Restrictions à la participation étrangère au capital

Q56: Quels sont les principaux facteurs qui entravent la croissance du "commerce de vos services?Facteurs qui entravent la croissance :(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Accès au financement,
 Concurrence des fournisseurs du secteur informel,
 Restrictions à la participation étrangère au capital,
 Monopoles nationaux,
 Contingents et limitations quantitatives imposées aux fournisseurs de services
 ,
 Accès restreint aux marchés d'exportation,
 Limitations imposées aux personnes physiques

PAGE 52: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q57: Quels seront, selon vous, les secteurs de services qui soutiendront la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges et contribueront à concrétiser les avantages économiques qui y sont associés?(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

SERVICES PROFESSIONNELS,
 SERVICES INFORMATIQUES ET SERVICES CONNEXES (par exemple services en matière d'installation des matériels informatiques, services de traitement de données et services de bases de données)
 ,
 SERVICES DE RECHERCHE DÉVELOPPEMENT,
 AUTRES SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES
 ,
 SERVICES DE COMMUNICATION,
 SERVICES FINANCIERS,
 Services de transport maritime,
 Services de transports routiers,
 Services de transports ferroviaires,
 Services de transport aérien

PAGE 53: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q58: Y a-t-il un projet ou un programme que vous aimeriez présenter comme exemple de meilleure pratique?

Non

PAGE 54: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q59: Votre stratégie de développement nationale inclut elle des mesures visant à améliorer le climat de l'investissement? Oui

PAGE 55: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q60: Dans l'affirmative, quelles sont ces mesures? (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Établissement d'une autorité chargée de l'investissement, d'un organisme de promotion de l'investissement et/ou d'une agence de développement de l'investissement

,

Réforme d'une autorité chargée de l'investissement, d'un organisme de promotion de l'investissement et/ou d'une agence de développement de l'investissement déjà en place

,

Réduction du risque pour les investisseurs,

Renseignements complémentaires sur les mesures destinées à améliorer le climat d'investissement qui sont prévues dans votre stratégie nationale de développement:

Nouveau Code des investissements, Mise en place du guichet Unique du commerce extérieur,

PAGE 56: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q61: Quelles mesures avez vous prises au cours des cinq dernières années pour améliorer le climat de l'investissement? (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

- Actualisation de la politique, de la réglementation et/ou de la stratégie en matière d'investissement
- ,
- Accent mis sur la mise en œuvre et le respect de la politique d'investissement
- ,
- Accent mis sur la gouvernance et les institutions publiques
- ,
- Intégration de la politique d'investissement dans la stratégie de développement globale
- ,
- Établissement d'une autorité chargée de l'investissement, d'un organisme de promotion de l'investissement et/ou d'une agence de développement de l'investissement
- ,
- Réforme d'une autorité chargée de l'investissement, d'un organisme de promotion de l'investissement et/ou d'une agence de développement de l'investissement déjà en place
- ,
- Facilitation de l'entrée et des opérations des investisseurs étrangers
- ,
- Signature d'un ou plusieurs accords bilatéraux d'investissement ou d'autres accords d'investissement
- ,
- Signature d'accords d'investissement axés sur le traitement et la protection des investisseurs/investissements
- ,
- Signature d'accords d'investissement axés sur la promotion et la facilitation de l'investissement
- ,
- Réexamen de la politique fiscale,
- Renseignements complémentaires sur les mesures prises au cours des cinq dernières années pour améliorer le climat d'investissement:
L'actualisation des différents codes sectoriels, les réformes, le Centre pour la Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire, la création du guichet unique de facilité d'entreprise

Q62: Les partenaires de développement soutiennent-ils les réformes visant à améliorer le climat de l'investissement? Oui

Q63: Dans l'affirmative, y a-t-il un projet ou un programme que vous aimeriez présenter comme exemple de meilleure pratique? Non

PAGE 58: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q64: La stratégie de développement nationale vise-t-elle à attirer l'investissement dans certains secteurs de services? Dans l'affirmative, veuillez indiquer les secteurs concernés (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

SERVICES INFORMATIQUES ET SERVICES CONNEXES (par exemple services en matière d'installation des matériels informatiques, services de traitement de données et services de bases de données)

,

Services de télécommunication,

SERVICES DE DISTRIBUTION (y compris les services de commerce de gros et de détail)

,

Services hospitaliers, Télémédecine,

Services de transports routiers,

SERVICES FINANCIERS,

Services d'enseignement supérieur,

Services d'enseignement primaire,

Renseignements additionnels sur la manière dont votre stratégie de développement national vise à attirer les investissements dans des secteurs de services particuliers.

Révision des codes d'investissements sectoriels

PAGE 59: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q65: Le développement de la capacité de fournir des services et du commerce des services peut-il contribuer à l'autonomisation économique des femmes? Oui

PAGE 60: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q66: Dans l'affirmative, veuillez indiquer les secteurs de services particulièrement susceptibles de contribuer à l'autonomisation économique des femmes. Secteurs de services: (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

SERVICES INFORMATIQUES ET SERVICES CONNEXES (par exemple services en matière d'installation des matériels informatiques, services de traitement de données et services de bases de données)

,

Services de publicité,

Services de télécommunication,

SERVICES DE DISTRIBUTION (y compris les services de commerce de gros et de détail)

,

SERVICES FINANCIERS, Services hospitaliers,

Services sociaux,

SERVICES RÉCRÉATIFS, CULTURELS ET SPORTIFS (autres que les services audiovisuels)

,

Services d'hôtellerie et de restauration (y compris les services de traiteur)

PAGE 61: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q67: Selon vous, le commerce des services peut-il contribuer à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030?

Oui

PAGE 62: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q68: Dans l'affirmative, veuillez indiquer les Objectifs de développement durable (ODD) que la croissance du commerce des services peut, selon vous, contribuer à réaliser. Objectifs de développement durable: (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

3. Bonne santé et bien être , 4. Éducation de qualité,

6. Eau propre et assainissement ,

7. Énergie propre et d'un coût abordable ,

8. Travail décent et croissance économique ,

9. Industrie, innovation et infrastructure ,

10. Inégalités réduites,

13. Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques

,

14. Vie aquatique, 15. Vie terrestre,

17. Partenariats pour la réalisation des objectifs

Q69: CONSULTATION(Veuillez énumérer les autres départements ou organismes qui ont été consultés pour l'élaboration des réponses à ce questionnaire.)

Ministères du Commerce, des télécommunications, du plan et développement, de l'Agriculture, de la santé, de la famille et de la femme, de la douane, de l'économie et des finances, du budget, du secteur privé, de l'industrie, des ressources halieutiques et animales
